ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

Ἐν Ἀθήναις τῇ 9 Μαρτίου **1953**	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	Ἀριθμὸς φύλλου **53**

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

Ν. 2301. Περὶ κυρώσεως τῆς ὑπογραφείσης ἐν Ἀθήναις τὴν 22αν Ὀκτωβρίου 1951 Συμφωνίας μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Λουξεμβούργου, περὶ Ἀεροπορικῶν Μεταφορῶν». 1

Ν. 2304. Περὶ κυρώσεως τῆς Συμφωνίας μετὰ τῆς Ἰαπωνίας περὶ διακανονισμοῦ διαφορῶν ἀπορρεουσῶν ἐκ τοῦ ἄρθρου 15, παράγραφος α' τῆς Συνθήκης Εἰρήνης μετὰ τῆς Ἰαπωνίας. 2

Ν. 2305. Περὶ προσχωρήσεως τῆς Ἑλλάδος εἰς τὴν διεθνῆ σύμβασιν Παρισίων — Βρυξελλῶν — Οὐασιγκτῶνος — Χάγης — Λονδίνου «περὶ συστάσεως Ἑνώσεως πρὸς προστασίαν τῆς βιομηχανικῆς ἰδιοκτησίας»... ... 3

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ὑπ' ἀριθ. 2301.

Περὶ κυρώσεως τῆς ὑπογραφείσης ἐν Ἀθήναις τὴν 22αν Ὀκτωβρίου 1951 Συμφωνίας μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Λουξεμβούργου, περὶ Ἀεροπορικῶν Μεταφορῶν.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀποφασίζομεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον Μόνον.

Κυροῦται ἡ ἐν Ἀθήναις ὑπογραφεῖσα τὴν 22αν Ὀκτωβρίου 1951 μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ τοῦ Λουξεμβούργου Συμφωνία περὶ ἀεροπορικῶν μεταφορῶν, ἧς τὸ κείμενον τοῦ παρακολουθοῦντος ταύτην Παραρτήματος ἔπονται ἐν Ἑλληνικῷ καὶ Γαλλικῷ πρωτοτύπῳ.

Ἡ ἰσχὺς τῆς ὡς ἄνω Συμφωνίας ἐξαιρέσει τοῦ ἄρθρου 11 αὐτῆς ἀνατρέχει ἀπὸ τῆς 22ας Ὀκτωβρίου 1951 ἡμερομηνίας ὑπογραφῆς της, ἀφ' ἧς αὕτη ἐτέθη ἐν ἰσχύι κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 14 αὐτῆς.

Ὁ παρὼν Νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 18 Φεβρουαρίου 1953

ΦΡΕΙΔΕΡΙΚΗ

Β.

Ο ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 7 Μαρτίου 1953

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
Α. ΜΠΑΜΠΑΚΟΣ

ACCORD

ENTRE LE GOUVERNEMENT ROYAL HELLENIQUE ET LE GOUVERNEMENT DU GRAND DUCHE DE LUXEMBOURG RELATIF AUX TRANSPORTS AERIENS ENTRE LEURS TERRITOIRES RESPECTIFS.

Le Gouvernement Royal Hellénique et le Gouvernement du Grand - Duché de Luxembourg, désireux de conclure un accord relatif à l'établissement de communications aériennes directes entre les territoires hellénique et luxembourgeois ont, à cet effet, désigné leurs plénipotentiaires, lesquels sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier

Les Parties Contractantes s'accordent l'une à l'autre, les droits spécifiés à l'annexe ci-jointe, en vue de l'établissement des routes aériennes civiles internationales et des services énumérés à cette annexe.

Les dits services pourront être inaugurés immédiatement ou à une date ultérieure, au choix de la Partie Contractante à laquelle ces droits sont accordés.

Article 2

1) Chacun des services aériens mentionnés à l'annexe ci-jointe sera mis en exploitation aussitôt que la Partie Contractante, qui, en vertu de l'article 1 a reçu le droit de désigner une ou plusieurs entreprises aériennes pour exploiter les routes en question, aura effectué cette désignation.

La Partie Contractante qui aura accordé ce droit, devra, sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article et de celles de l'article 6 ci-après, accorder, sans délai, l'autorisation d'exploitation nécessaire à l'Entreprise ou aux Entreprises intéressées.

2) (a) L'entreprise ou les entreprises ainsi désignées par l'une des Parties Contractantes, pourront être appelées avant d'être autorisées à ouvrir les services fixés par le présent accord, à justifier de leur qualification devant les Autorités Aéronautiques compétentes de l'autre Partie Contractante, et ce, conformément aux lois et règlements en vigueur en ce pays, on ce qui con-

cerne l'exploitation de routes civiles internationales par des entreprises commerciales de transports aériens.

(b) Dans les régions qui sont le siège d'une Occupation Militaire, ou dans les zones affectées par l'Occupation Militaire, l'ouverture de ces services sera subordonnée à l'approbation des Autorités Militaires compétentes.

Article 3

Pour éviter toute discrimination et assurer l'égalité de traitements, il est convenu que :

1) Chacune des Parties Contractantes pourra imposer ou permettre que soient imposées des taxes justes et raisonables pour l'utilisation des aéroports en autres installations. Chacune des Parties Contractantes convient cependant, que ces taxes ne seront pas plus élevées que celles qui seraient payées pour l'utilisation desdits aéroports et desdites installations, par ses aéronefs natinaux employés à des services internationaux similaires.

2) Les carburants, les huiles lubrifiantes, les pièces se rechange et l'équipement introduits ou pris à bord sur le territoire d'une Partie Contractante, par toute entreprise de transports aériens désignée par l'autre Partie Contractante ou pour le compte d'une telle entreprise et destinés uniquement à l'usage des aéronefs de cette dernière. bénéficieront d'un traitement aussi favorable que le traitement appliqué aux entreprises nationales exploitant des services aériens internationaux ou à celles de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne l'imposition de droits de douane, de frais d'inspection ou autres droits et taxes nationaux appliqués par la Partie Contractante sur le territoire de laquelle aura été effectuée l'importation ou l'exportation.

3) Tout aéronef de l'une des Parties Contractantes opérant sur les routes faisant l'objet du présent accord, ainsi que les carburants, les huiles lubrifiantes, les pièces de rechange, l'équipement normal et les prosvisions demeurant à bord des aéronefs civils des entreprises de transports aériens des Parties Contractantes autorisées à exploiter les routes et les services spécifiés à l'annexe bénéficieront , à leur arrivée sur le territoire de l'autre Partie Contractante, ou à leur départ de celui—ci de l'exemption des droits de douane, frais d'inspection ou autres droits et taxes similaires, même au cas ou ces approvisionnements seraient employés ou consommés par ces aéronefs au cours de vols au-dessus dudit territoire.

4) Les approvisionnements énumérés au paragraphe 3) du présent article, et bénéficiant de l'exemption ci-dessus définie, ne pourront être déchargés qu'avec l'approbation des Autorités Douanières de l'autre Partie Contractante.

Ces approvisionnements, s'ils doivent être réexportés, seront , jusqu'à leur réexportation, soumis au Contrôle Douanier de l'autre Partie Contractante.

Article 4

Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et les licences, délivrés ou validés par chacune des Parties Contractantes et non périmés, seront reconnus valables par l'autre Partie Contractante aux fins d'exploitation des routes et des services spécifiés à l'annexe. Chaque Partie Contractante se réserve, cependant, le droit de ne pas reconnaître valable, pour la circulation au-dessus de son propre territoire, les brevets d'aptitude et les licences délivrés à ses propres ressortissants par un autre Etat.

Article 5.

1) Les lois et règlements de chaque Partie Contractante, relatifs à l'entrée et à la sortie de son territoire, en ce qui concerne les aéronefs employé à la navigation internationale, ou relatifs à l'exploitation ou à la navigation desdits aéronefs, pendant leur séjour sur son territoire, s'appliqueront aux aéronefs de l'entreprise ou des entreprises de l'autre Partie Contractante, et lesdits aéronefs devront s'y conformer à l'arrivée, au départ, et durant leur présence dans les limites du territoire de cette Partie Contractante.

2) Les passagers, l'équipage et les expéditeurs de marchandises devront se soumettre,soit personnellement soit par leurs représenrants, aux lois et règlemenrs en vigueur dans le territoire de chaque Partie Contractante, relatifs à l'entrée, au séjour et à la sortie des passagers, équipages et marchandises, ainsi que ceux applicables aux formalités d'entrée de sortie d'immigration, de passeports, de douane et de quarantaine.

Article 6.

Chaque Partie Contractante se réserve la faculté de refuser un certificat ou une autorisation, à une entreprise de transports aériens désignée par l'autre Partie Contractante, ou de révoquer un tel certificat ou une telle autorisation, lorsqu'elle n'a pas la preuve qu'une part importante de la propriété et le contrôle effectif de cette entreprise, sont entre les mains de Nationaux de cette dernière Partie Contractante, ou lorsque cette entreprise de transports aériens ne se conforme pas aux lois et règlements de l'Etat survolé, comme indiqué à l'article 5 ci-dessus ou ne remplit pas les obligations que lui impose le présent accord.

Article 7

Le présent accord et tous les contrats y relatifs seront enregistrés à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale, instituée par la Convention sur l'Aviation Civile Internationale conclue le 7 décembre 1944 à Chicago.

Article 8

Dans un esprit d'étroite collaboration les Autorités Aéronautiques des deux Parties contractantes se consulteront de temps à autre en vue de s'assurer de l'application des principes définis au présent accord et à son annexe, et de leur exécution satisfaisante.

Article 9.

Si l'une ou l'autre des Parties Contractantes estime désirable de modifier une clause quelconque de l'annexe au présent accord, les Autorités Aéronautiques compétentes des deux Parties Contractantes pourront, par accord direct entre elles, procéder à une telle modification.

Article 10.

Tout différend entre les Parties Contractantes concernant l'intrerprétation et l'application du présent accord ou de son annexe, qui ne pourrait être réglé par la voie de négociations directes, serait porté devant le Conseil de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale,-conformément aux dispositions de l'article 84 de la Convention sur l'Aviation Civile Internationale, signée à Chicago le 7 décembre 1944. Toutefois, les Parties Contractantes peuvent d'un commun accord, régler le différend, en le portant soit devant un Tribunal Arbirtal, soit devant toute autre personne ou Organisme désigné par elles.

Les Parties Contractantes s'engagent à se conformer à la sentence rendue.

Article 11.

Au cas où les deux Parties Contractantes auraient ratifié une Convention multilatérale relative à l'Aviation Civile Internationale, ou y auraient adhéré, le présent accord et son annexe devront être amendés de façon à être mis en concordance avec les dispositions de ladite Convention.

Article 12.

Chaque Partie Contractante pourra, à tout moment notifier à l'autre Partie Contractante, son désir de

dénoncer le présent accord. Une telle dénonciation aura effet douze mois après la date de réception de la notification par l'autre Partie Contractante, à moins que cette notification ne soit annulée, d'un commun accord, avant la fin de cette période.

Article 13.

Le présent Accord sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Bruxelles dans le plus bref délai possible.

Il sera mis en vigueur provisoirement au jour de sa signature.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires, dûment autorisés à cet effet par leur Gouvernement respectif, ont signé le présent Accord et y ont apposé leurs sceaux.

FAIT à Luxembourg, le 22 octobre 1951 en double exemplaire, dans les langues hellénique et française, l'une et l'autre faisant également foi :

Pour le Gouvernement Royal Hellénique — D. KAPSALIS

Pour le Gouvernementdu Grand-Duché de Luxembourg — JOSEPH BECH

ANNEXE

I.

L'entreprise ou les entreprises de transports aériens du Guovernement Royal Hellénique, autorisées en vertu du présent accord, jouiront du droit de traverser le territoire Luxembourgeois sans y atterrir et d'y atterrir pour des raisons non commerciales, ainsi que du droit d'embarquer et de débarquer des passagers, des marchandises et du courrier à destination ou en provenance du territoire de l'une des Parties Contractantes de ou vers le territoire de l'autre, sur les routes suivantes:

1. D'Athènes–via des points intermédiaires ou non–vers Luxembourg–et pays au–delà ou non–dans les deux sens..

II.

L'entreprise ou les entreprises de transports aérien, du Gouvernement du grand–Duché de Luxembourgs autorisées en vertu du présent accord, jouiront du droit de traverser le territoire hellénique sans y atterrir, et d'y atterrir pour des raisons non commerciales ainsi que du droit d'embarquer et de débarquer des passagers, des marchandises et du courrier à destination ou en provenance du territoire de l'une des Parties Contractantes de ou vers le territoire de l'autre, sur les routes suivantes:

1. De Luxembourg–via des points intermédiaires ou non–vers Athènes–et pays au–delà ou non–dans les deux sens.

III.

En vue de l'établissement et de l'exploitation des services aériens faisant l'objet du présent accord et de son annexe, il est entendu entre les Parties Contractantes:

1. Qu'il est désirable de provoquer et d'encourager la plus large distribution possible des avantages procurés par les voyages aériens pour le bien général de l'humanité aux plus bas tarifs compatibles avec des sains principes économiques et stimuler les voyages aériens internationaux comme moyen de promouvoir une entente amicale et une bonne volonté commune entre les peuples, et assurer en même temps les nombreux bienfaits indirects de ce nouveau mode de transport pour le bien-être commun des deux pays.

2. Que les services aériens mis à la disposition du Public devront correspondre aux besoins du Public en matière de transports aériens.

3. Qu'il devra exister une juste et égale possibilité pour les entreprises des deux nations, de desservir toute route, ou toutes routes, faisant l'objet du présent accord et de son annexe.

4) Que dans l'exploitation par les entreprises aériennes de chacune des deux Parties Contractantes, des services mentionnés à l'annexe du présent accord, les intérêts des entreprises de l'autre Partie Contractante seront toutefois pris en considération afin que ne soient pas indûment affectés les services que ces dernières assureraient sur tout ou partie des mêmes parcours.

5) Que les services offerts par la ou les entreprises aériennes désignées en vertu du présent accord et de son annexe, auront comme objet essentiel d' offrir une capacité correspondante à la demande de trafic entre le Pays d'origine et le Pays de destination.

IV

Au cas où l'entreprise ou les entreprises d'une des Parties Contractantes seraient provisoirement empêchées, par suite de difficultés provenant de la guerre, de profiter immédiatement des avantages offerts par l'article 3 de la présente annexe, la situation sera examinée à nouveau par les deux Parties Contractantes dès qu l'entreprise ou les entreprises de la première Partie Contractante se trouveront en état d'apporter progressivement leur contribution à l'exploitation des services aériens.

V.

Les tarifs seront fixés à des taux raissonnables tenant particulierement compte de l'économie d' exploitation du bénéfice normal et des caractéristiques présentés par chaque service tels que vitesse et confort.

Les recommandations de l'Association internationale du Transport Aérien seront prises en considération pour la fixation de ces tarifs.

En l'absence de recommandantion de la dite, Association, les entreprises helléniques et Luxembourgeoises s'entrendront sur les tarifs pour passagers et marchandises à appliquer sur leurs lignes.

Ces accords seront soumis à l'approbation des Autorités Aéronautiques compétentes des deux pays.

Au cas où les entreprises ne pourraient se mettre d'accord sur les tarifs à fixer, les Autorités Aéronautiques compétentes des deux pays s'enfforceront d'arriver à une solution satisfaisante.

En dernier ressort. il sera recouru à l'arbitrage prévu par l'article 10 de l'Accord.

VI

A partir de l'entrée en vigueur du présent Accord, les autorités aéronautiques des deux Parties Contractantes devront se communiquer aussi rapidement que possible les informations concernant les autorisations données à leur ou à leurs propres entreprises désignées pour exploiter les lignes mentionnées à la présente annexe. Ces informations comporteront notamment copie des autorisations accordées, de leurs modifications eventuelles ainsi que tous documents annexés.

ΣΥΜΦΩΝΙΑ
ΜΕΤΑΞΥ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΒΑΣΙΛΙΚΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ ΚΑΙ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ ΤΟΥ ΜΕΓΑΛΟΥ ΔΟΥΚΑΤΟΥ ΤΟΥ ΛΟΥΞΕΜΒΟΥΡΓΟΥ, ΠΕΡΙ ΕΝΑΕΡΙΩΝ ΜΕΤΑΦΟΡΩΝ ΜΕΤΑΞΥ ΤΩΝ ΟΙΚΕΙΩΝ ΕΔΑΦΩΝ ΤΩΝ.

Ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις καὶ ἡ Κυβέρνησις τοῦ Μεγάλου Δουκάτου τοῦ Λουξεμβούργου, ἐπιθυμοῦσαι νὰ συνάψωσι Συμφωνίαν περὶ ἐγκαταστάσεως ἀπ' εὐθείας ἐναερίων συγκοινωνιῶν μεταξὺ τῶν ἑλληνικῶν καὶ λουξεμβουργικῶν ἐδαφῶν ὥρισαν, πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον, τοὺς πληρεξουσίους των, οἵτινες συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν ἀκολούθων διατάξειν:

Ἄρθρον Πρῶτον.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη χορηγοῦσιν ἀλλήλοις τὰ ἐν συνημμένῳ Παραρτήματι καθοριζόμενα δικαιώματα, πρὸς τὸν σκοπὸν ἐγκαταστάσεως διεθνῶν ἐναερίων πολιτικῶν ὁδῶν καὶ γραμμῶν ἀπαριθμουμένων ἐν τῷ Παραρτήματι τούτῳ.

Αἱ γραμμαί, αὗται δύνανται νὰ τεθῶσιν ἐν λειτουργίᾳ ἀμέσως ἢ μεταγενεστέρως κατ' ἐπιλογὴν τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους εἰς ὃ τὰ δικαιώματα ταῦτα ἐκχωροῦνται.

Ἄρθρον 2.

1. Ἑκάστη τῶν ἐν τῷ συνημμένῳ Παραρτήματι ἀναφερομένων ἐναερίων γραμμῶν, θὰ τίθεται εἰς λειτουργίαν εὐθὺς ὡς τὸ Συμβαλλόμενον Μέρος, τὸ ὁποῖον δυνάμει τοῦ ἄρθρου 1 ἔσχε τὸ δικαίωμα νὰ ὁρίσῃ μίαν ἢ πλείονας Ἀεροπορικὰς Ἐπιχειρήσεις διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν τῶν ἐν λόγῳ ὁδῶν, θὰ προβῇ εἰς τὸν διορισμὸν τοῦτον.

Τὸ Συμβαλλόμενον Μέρος ὅπερ θὰ ἔχῃ ἐκχωρήσει τὸ δικαίωμα τοῦτο, δέον, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου (2) τοῦ παρόντος Ἄρθρου καὶ τῶν τοιούτων τοῦ ἀκολούθου Ἄρθρου 6, νὰ χορηγήσῃ ἄνευ ἀναβολῆς, τὴν ἀπαιτουμένην ἄδειαν ἐκμεταλλεύσεως εἰς τὴν ἢ τὰς ἐνδιαφερομένας Ἐπιχειρήσεις.

2. (α) Ἡ ἢ αἱ οὕτω ὁρισθεῖσαι παρ' ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν Ἐπιχειρήσεις, θὰ δύνανται νὰ κληθῶσι, πρὶν ἢ ἐξουσιοδοτηθῶσι νὰ ποιήσωνται ἔναρξιν τῆς λειτουργίας τῶν διὰ τῆς παρούσης Συμφωνίας καθορισθεισῶν γραμμῶν, ὅπως παρέξωσιν εἰς ἁρμοδίας Ἀεροπορικὰς Ἀρχὰς τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, ἀποδείξεις τῶν προσόντων των καὶ τοῦτο συμφώνως πρὸς τοὺς ἐν ἰσχύϊ ἐν τῇ χώρᾳ ταύτῃ Νόμους καὶ Κανονισμούς, τοὺς ἀφορῶντας τὴν ἐκμετάλλευσιν διεθνῶν πολιτικῶν ὁδῶν ὑπὸ Ἐμπορικῶν Ἐπιχειρήσεων Ἐναερίων Μεταφορῶν.

(β) Εἰς τὰς περιοχὰς αἵτινες εἶναι ἕδρα στρατιωτικῆς κατοχῆς ἢ εἰς ζώνας ἐπηρεαζομένας ἐκ στρατιωτικῆς κατοχῆς, ἡ ἔναρξις λειτουργίας τῶν γραμμῶν τούτων θὰ ὑπόκειται εἰς τὴν ἔγκρισιν τῶν ἁρμοδίων Στρατιωτικῶν Ἀρχῶν.

Ἄρθρον 3.

Πρὸς ἀποφυγὴν πάσης διακρίσεως καὶ ἐξασφάλισιν ἰσότητος μεταχειρίσεως συμφωνεῖται ὅτι:

1. Ἕκαστον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ δύναται νὰ ἐπιβάλῃ ἢ νὰ ἐπιτρέψῃ τὴν ἐπιβολὴν δικαίων καὶ λογικῶν τελῶν διὰ τὴν χρῆσιν Ἀερολιμένων καὶ ἑτέρων ἐγκαταστάσεων. Ἕκαστον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν συμφωνεῖ, οὐχ' ἧττον, ὅτι τὰ τέλη ταῦτα δὲν θὰ ὑπερβαίνουν τὰ τοιαῦτα, ἅτινα θὰ πληρώνωνται διὰ τὴν χρῆσιν τῶν ἐν λόγῳ Ἀερολιμένων καὶ ἐγκαταστάσεων, ὑπὸ τῶν Ἐθνικῶν του ἀεροσκαφῶν τῶν χρησιμοποιουμένων εἰς ὁμοίας διεθνεῖς γραμμάς.

2. Ἡ καύσιμος ὕλη, τὰ λιπαντικὰ ἔλαια, τὰ ἀνταλλακτικὰ καὶ ἡ ἐξάρτησις, τὰ εἰσαγόμενα ἢ παραλαμβανόμενα ἐπὶ τῶν ἀεροσκαφῶν εἰς τὸ ἔδαφος ἑνὸς συμβαλλομένου Μέρους παρὰ πάσης Ἐπιχειρήσεως Ἐναερίων Μεταφορῶν ὁρισθείσης παρὰ τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους ἢ διὰ λογαριασμὸν τοιαύτης Ἐπιχειρήσεως καὶ προοριζόμενα μόνον διὰ τὴν χρῆσιν τῶν ἀεροσκαφῶν τῆς Ἐπιχειρήσεως ταύτης θὰ τυγχάνουν τόσης εὐνοικῆς μεταχειρίσεως ὅσης τυγχάνουν αἱ Ἐθνικαὶ Ἐπιχειρήσεις, αἱ ἐκμεταλλευόμεναι διεθνεῖς ἐναερίους γραμμὰς ἢ αἱ τοῦ πλέον εὐνοουμένου Ἔθνους, ἀφορώσης τὴν ἐπιβολὴν τελωνειακῶν δασμῶν, ἐξόδων ἐλέγχου ἢ ἑτέρων δασμῶν ἢ ἐθνικῶν τελῶν ἐπιβαλλομένων ὑπὸ τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου ἐγένετο ἡ εἰσαγωγὴ ἢ ἡ ἐξαγωγή.

3. Πᾶν ἀεροσκάφος τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν χειριζόμενον ἐπὶ τῶν ὁδῶν τῶν ἀποτελούντων ἀντικείμενον τῆς παρούσης Συμφωνίας, ὡς ἐπίσης ἡ καύσιμος ὕλη, τὰ λιπαντικὰ ἔλαια, τὰ ἀνταλλακτικά, ἡ κανονικὴ ἐξάρτησις καὶ τὰ ἐφόδια καὶ τρόφιμα τὰ παραμένοντα ἐπὶ τῶν πολιτικῶν ἀεροσκαφῶν τῶν Ἐπιχειρήσεων Ἐναερίων Μεταφορῶν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν τῶν ἐξουσιοδοτημένων νὰ ἐκμεταλλευθοῦν τὰς ἐν τῷ Παραρτήματι καθοριζομένας ὁδοὺς καὶ γραμμάς, θὰ ἀπαλλάσσωνται κατὰ τὴν ἀφιξίν των εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους ἢ κατὰ τὴν ἀναχώρησίν των ἐκ τούτου, τῶν τελωνειακῶν δασμῶν, ἐξόδων ἐλέγχου ἢ ἑτέρων ὁμοίων δασμῶν καὶ τελῶν καὶ εἰς τὴν περίπτωσιν ἀκόμη καθ' ἣν αἱ προμήθειαι αὗται θὰ χρησιμοποιοῦνται ἢ καταναλίσκωνται ὑπὸ τῶν ἀεροσκαφῶν τούτων κατὰ τὴν διάρκειαν πτήσεων ὑπερθεν τοῦ ἐν λόγῳ ἐδάφους.

4. Τὰ ἐφόδια τὰ ἀπαριθμούμενα ἐν τῇ παραγρ. (3) τοῦ παρόντος ἄρθρου καὶ τὰ ἀπολαμβάνοντα τῆς ὡς ἄνω καθοριζομένης ἀπαλλαγῆς, δὲν δύνανται νὰ ἐκφορτωθῶσιν εἰ μὴ μόνον τῇ ἐγκρίσει τῶν Τελωνειακῶν Ἀρχῶν τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

Τὰ ἐφόδια ταῦτα, ἐφ' ὅσον δέον νὰ ἐπανεξαχθῶσι, θὰ παραμείνωσι, μέχρι τῆς ἐπανεξαγωγῆς των, ὑπὸ τὸν Τελωνειακὸν ἔλεγχον τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

Ἄρθρον 4.

Τὰ πιστοποιητικὰ πλωϊμότητος, τὰ πτυχία ἱκανότητος καὶ αἱ ἄδειαι ἐξασκήσεως ἐπαγγέλματος ἐκδιδόμεναι ἢ κεκυρωμέναι παρ' ἑκάστου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν καὶ μὴ λήξασαι, θ' ἀναγνωρίζωνται ὡς ἔγκυροι ὑπὸ τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους διὰ τὸν σκοπὸν τῆς ἐκμεταλλεύσεως τῶν ὁδῶν καὶ γραμμῶν τῶν καθοριζομένων ἐν τῷ Παραρτήματι. Ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος ἐπιφυλλάσσει, οὐχ ἧττον, εἰς ἑαυτὸ τὸ δικαίωμα τοῦ νὰ μὴ ἀναγνωρίζῃ ὡς ἐγκύρους διὰ τὴν κυκλοφορίαν ὕπερθεν τοῦ ἰδίου αὐτοῦ ἐδάφους, τὰ πτυχία ἱκανότητος καὶ τὰς ἀδείας ἐξασκήσεως ἐπαγγέλματος τὰς χορηγηθείσας εἰς τοὺς ἰδίους αὐτοῦ ὑπηκόους ὑπὸ ἑτέρου Κράτους.

Ἄρθρον 5.

1. Οἱ Νόμοι καὶ Κανονισμοὶ ἑκάστου Συμβαλλομένου Μέρους οἱ σχετικοὶ πρὸς τὴν εἴσοδον καὶ εἰς τὴν ἔξοδον ἐκ τοῦ ἐδάφους του, ὅσον ἀφορᾷ τὰ ἀεροσκάφη τὰ χρησιμοποιούμενα εἰς τὴν διεθνῆ ἀεροναυτιλίαν, ἢ σχετικοὶ πρὸς τὴν ἐκμετάλλευσιν καὶ τὴν πλωϊμότητα τῶν ἐν λόγῳ ἀεροσκαφῶν, κατὰ τὴν παραμονὴν των ἐντὸς τοῦ ἐδάφους του θὰ ἐφαρμόζωνται εἰς τὰ ἀεροσκάφη τῆς Ἐπιχειρήσεως τῶν Ἐπιχειρήσεων τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους καὶ τὰ ἐν λόγῳ ἀεροσκάφη ὀφείλουν νὰ συμμορφοῦνται πρὸς τοὺς κατὰ τὴν ἄφιξιν, τὴν ἀναχώρησιν καὶ καθ' ὃν χρόνον εὑρίσκονται ἐντὸς τῶν ὁρίων τοῦ ἐδάφους τοῦ Συμβαλλομένου τούτου Μέρους.

2) Οἱ ἐπιβάται, τὸ πλήρωμα καὶ οἱ ἀποστολεῖς ἐμπορευμάτων δέον νὰ συμμορφῶνται εἴτε προσωπικῶς εἴτε διὰ τῶν ἀντιπροσώπων των, πρὸς τοὺς ἐν ἰσχύϊ εἰς τὸ ἔδαφος ἑκάστου Συμβαλλομένου Μέρους νόμους καὶ κανονισμοὺς τοὺς ἀφορῶντας τὴν εἴσοδον, τὴν παραμονὴν καὶ τὴν ἔξοδον τῶν ἐπιβατῶν, πληρωμάτων καὶ ἐμπορευμάτων ὡς ἐκ τῆς καὶ πρὸς τοὺς τοιούτους τοὺς ἀφορῶντας τὰς διατυπώσεις εἰσόδου, ἐξόδου, μεταναστεύσεως, διαβατηρίων καὶ καθάρσεως.

Ἄρθρον 6.

Ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος ἐπιφυλλάσσει εἰς αὐτὸ τὸ δικαίωμα ν' ἀρνῆται πιστοποιητικὸν ἢ ἄδειαν ε'ς Ἐπιχείρησιν Ἐναερίων Μεταφορῶν ὁρισθεῖσαν παρὰ τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους ἢ νὰ ἀνακαλῇ τοιοῦτον πιστοποιητικὸν ἢ τοιαύτην ἄδειαν ἐφ' ὅσον δὲν ἔχει ἀποδείξεις ὅτι οὐσιώδες μέρος τῆς ἰδιοκτησίας καὶ ὁ πραγματικὸς ἔλεγχος τῆς Ἐπιχειρήσεως ταύτης εὑρίσκονται εἰς χεῖρας ὑπηκόων

τοῦ τελευταίου τούτου Συμβαλλομένου Μέρους ἢ ἐφ' ὅσον ἡ Ἐπιχείρησις αὕτη Ἐναερίων Μεταφορῶν δὲν συμμορφοῦται πρὸς τοὺς Νόμους καὶ Κανονισμοὺς τοῦ Κράτους ὑπερθεν τοῦ ὁποίου ἵπταται ὡς καθορίζεται ἐν τῷ ὡς ἄνω ἄρθρῳ 5 ἢ δὲν πληροῖ τὰς ὑποχρεώσεις ἃς τῆς ἐπιβάλλει ἡ παροῦσα Συμφωνία.

Ἄρθρον 7.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία ὡς καὶ ἅπασαι αἱ σχετικαὶ πρὸς ταύτην συμβάσεις, θέλουσι καταχωρηθῇ εἰς τὴν Ὀργάνωσιν Διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας ἱδρυθεῖσαν διὰ τῆς Συμφωνίας περὶ Διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας τῆς συναφθείσης τὴν 7 Δεκεμβρίου 1944 ἐν Σικάγῳ.

Ἄρθρον 8.

Ἐν τῷ πνεύματι στενῆς συνεργασίας, αἱ Ἀεροπορικαὶ Ἀρχαὶ τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν, θέλουσι συσκέπτονται ἀπὸ καιροῦ εἰς καιρόν, ἵνα βεβαιοῦνται περὶ τῆς ἐφαρμογῆς τῶν ἀρχῶν τῶν καθοριζομένων ἐν τῇ παρούσῃ συμφωνίᾳ καὶ τῷ Παραρτήματί της καὶ περὶ τῆς ἱκανοποιητικῆς ἐκτελέσεώς των.

Ἄρθρον 9.

Ἐν περιπτώσει καθ' ἣν τὸ ἕν ἢ τὸ ἕτερον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν κρίνει ὡς ἐπιθυμητὴν τὴν τροποποίησιν οἱασδήποτε διατάξεως τοῦ Παραρτήματος τῆς παρούσης Συμφωνίας, αἱ ἁρμόδιαι Ἀεροπορικαὶ Ἀρχαὶ τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ δύνανται, δι' ἀπ' εὐθείας συμφωνίας μεταξύ των, νὰ προβοῦν εἰς τὴν τοιαύτην τροποποίησιν.

Ἄρθρον 10.

Πᾶσα διαφορὰ μεταξὺ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ἀφορῶσα τὴν ἑρμηνείαν ἢ ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης συμφωνίας καὶ τοῦ Παραρτήματός της, ἥτις δὲν θὰ δύναται νὰ διακανονισθῇ διὰ τῆς ὁδοῦ τῶν ἀπ' εὐθείας διαπραγματεύσεων θὰ ὑποβάλλεται εἰς τὸ Συμβούλιον τῆς Ὀργανώσεως Διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 84 τῆς Συμβάσεως περὶ Διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας τῆς ὑπογραφείσης ἐν Σικάγῳ τὴν 7ην Δεκεμβρίου 1944. Ἐν τούτοις τὰ συμβαλλόμενα Μέρη δύνανται διὰ κοινῆς συμφωνίας νὰ διακανονίσωσι τὴν διαφοράν, ὑποβάλλοντες ταύτην εἴτε εἰς Διαιτητικὸν Δικαστήριον εἴτε εἰς πᾶν ἕτερον πρόσωπον ἢ Ὀργανισμὸν ὁριζόμενον παρὰ τούτων.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ὑποχρεοῦνται νὰ συμμορφωθῶσιν πρὸς τὴν ἐκδοθεῖσαν ἀπόφασιν.

Ἄρθρον 11.

Ἐν περιπτώσει καθ' ἣν τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἔχωσι ἐπικυρώσει πολυμερῆ Σύμβασιν περὶ Διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας, ἢ προχωρήσει εἰς ταύτην, ἡ παροῦσα Συμφωνία καὶ τὸ Παράρτημα της θὰ τροποποιηθῶσι εἰς τρόπον ὥστε νὰ προσαρμόζωνται πρὸς τὰς διατάξεις τῆς ἐν λόγῳ Συμβάσεως.

Ἄρθρον 12.

Ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος θὰ δύναται ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν νὰ γνωρίζῃ πρὸς τὸ ἕτερον Συμβαλλόμενον Μέρος, τὴν ἐπιθυμίαν του νὰ καταγγείλῃ τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν. Ἡ τοιαύτη καταγγελία θὰ ἰσχύῃ 12 μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς λήψεως τῆς καταγγελίας ὑπὸ τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, ἐκτὸς ἐὰν ἡ καταγγελία αὕτη ἠθελεν ἀκυρωθῇ κοινῇ συμφωνίᾳ πρὸ τοῦ τέλους τῆς περιόδου ταύτης.

Ἄρθρον 13.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ ἐπικυρωθῇ καὶ τὰ ὄργανα ἐπικυρώσεως θ' ἀνταλλαγῶσιν εἰς Βρυξέλλας τὸ ταχύτερον δυνατόν.

Θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ προσωρινῶς ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ὑπογραφῆς της.

Εἰς πίστωσιν τῶν ἀνωτέρω, οἱ πληρεξούσιοι, δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι πρὸς τοῦτο ὑπὸ τῆς οἰκείας Κυβερνήσεως των ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Συμβωνίαν καὶ ἔθεσαν τὰς ἑαυτῶν σφραγῖδας.

Ἐγένετο ἐν Λουξεμβούργῳ τῇ 22ᾳ Ὀκτωβρίου 1951, εἰς διπλοῦν εἰς τὴν Ἑλληνικὴν καὶ Γαλλικὴν γλῶσσαν ἑκάστης θεωρουμένης ὡς ἐξ ἴσου αὐθεντικῆς.

Διὰ τὴν Ἑλληνικὴν Βασιλικὴν Κυβέρνησιν
Δ. ΚΑΨΑΛΗΣ

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Μεγάλου Δουκάτου τοῦ Λουξεμβούργου
JOSEPH BECH

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

I

Ἡ ἐπιχείρησις ἢ αἱ ἐπιχειρήσεις Ἐναερίων Μεταφορῶν τῆς Ἑλληνικῆς Βασιλικῆς Κυβερνήσεως, ἐξουσιοδοτημέναι, δυνάμει τῆς παρούσης Συμφωνίας, θὰ ἀπολαμβάνωσι τοῦ δικαιώματος διαπτήσεως τοῦ Λουξεμβουργικοῦ ἐδάφους ἄνευ ἐν αὐτῷ σταθμεύσεως καὶ τῆς ἐν αὐτῷ σταθμεύσεως δι' οὐχὶ ἐμπορικοὺς σκοπούς, ὡς ἐπίσης καὶ τοῦ δικαιώματος νὰ ἐπιβιβάζωσι καὶ ἀποβιβάζωσι ἐπιβάτας, ἐμπορεύματα καὶ ταχυδρομεῖον μὲ προορισμὸν πρὸς ἢ προέλευσιν ἐκ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἐπὶ τῶν ἀκολούθων ὁδῶν :

I. Ἐξ Ἀθηνῶν - μέσῳ ἐνδιαμέσων σημείων ἢ οὐχὶ πρὸς Λουξεμβοῦργον - καὶ Χώρας πέραν τούτου ἢ οὐχί - πρὸς τὰς δύο κατευθύνσεις.

II.

Ἡ ἐπιχείρησις ἢ αἱ ἐπιχειρήσεις Ἐναερίων Μεταφορῶν τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Μεγάλου Δουκάτου τοῦ Λουξεμβούργου, ἐξουσιοδοτούμεναι δυνάμει τῆς παρούσης Συμφωνίας, θὰ ἀπολαμβάνωσι τοῦ δικαιώματος διαπτήσεως τοῦ Ἑλληνικοῦ ἐδάφους ἄνευ ἐν αὐτῷ σταθμεύσεως καὶ τῆς ἐν αὐτῷ σταθμεύσεως δι' οὐχὶ ἐμπορικοὺς σκοπούς, ὡς ἐπίσης καὶ τοῦ δικαιώματος νὰ ἐπιβιβάζωσι καὶ ἀποβιβάζωσι ἐπιβάτας, ἐμπορεύματα καὶ ταχυδρομεῖον μὲ προορισμὸν πρὸς ἢ προέλευσιν ἐκ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ἐπὶ τῶν ἀκολούθων ὁδῶν :

I. Ἐκ Λουξεμβούργου - μέσῳ ἐνδιαμέσων σημείων ἢ οὐχί - πρὸς Ἀθήνας καὶ χώρας πέραν τούτων ἢ οὐχὶ - πρὸς τὰς δύο κατευθύνσεις .

III.

Διὰ τὴν ἐγκατάστασιν καὶ ἐκμετάλλευσιν τῶν ἐναερίων γραμμῶν τῶν ἀποτελουσῶν ἀντικείμενον τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τοῦ Παραρτήματός της, συμφωνεῖται μεταξὺ τῶν Συμβαλομένων Μερῶν :

1. Ὅτι εἶναι ἐπιθυμητὸν νὰ προκληθῇ καὶ νὰ ἐνθαρρυνθῇ ἡ εὐρυτέρα δυνατὴ διανομὴ τῶν πλεονεκτημάτων τῶν προσποριζομένων ἐκ τῶν ἐναερίων ταξειδίων ἐπὶ γενικῇ ὠφελείᾳ τῆς ἀνθρωπότητος, διὰ τῶν εὐθυνοτέρων τιμῶν τῶν συμβιβαζομένων πρὸς ὑγιεῖς οἰκονομικὰς ἀρχὰς καὶ νὰ ἐνθαρρυνθοῦν τὰ διεθνῆ ἐναέρια ταξίδια ὡς μέσον προαγωγῆς φιλικῆς κατανοήσεως καὶ κοινῆς ἀγαθῆς προαιρέσεως μεταξὺ τῶν λαῶν καὶ νὰ ἐξασφαλίσῃ συγχρόνως τὰ πολυάριθμα ἔμμεσα ὠφελήματα τοῦ νέου τούτου μεταφορικοῦ μέσου, διὰ τὴν κοινὴν εὐπραγίαν τῶν δύο Χωρῶν.

2. Ὅτι αἱ ἐναέριοι γραμμαὶ αἱ τιθέμεναι εἰς τὴν διάθεσιν τοῦ κοινοῦ δέον νὰ ἀνταποκρίνωνται εἰς τὰς ἀνάγκας τοῦ κοινοῦ δι' ἐναερίους μεταφοράς.

3. Ὅτι δέον νὰ ὑφίσταται δικαία καὶ ἴση εὐκαιρία διὰ τὰς ἐπιχειρήσεις τῶν δύο Ἐθνῶν, νὰ ἐξυπηρετοῦν πᾶσαν ὁδὸν ἢ πάσας τὰς ὁδοὺς τὰς ἀποτελούσας ἀντικείμενον τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τοῦ Παραρτήματός της.

4. Ὅτι διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν, ὑπὸ τῶν ἐναερίων ἐπιχειρήσεων ἑκάστου τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν, τῶν ἐν τῷ Παραρτήματι τῆς παρούσης Συμφωνίας ἀναφερομένων γραμμῶν, θὰ λαμβάνωνται πάντως ὑπ' ὄψιν τὰ συμφέροντα

τῶν ἐπιχειρήσεων τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, οὕτως ὥστε νὰ μὴ ἐπηρεάζωνται ἀσκόπως αἱ γραμμαὶ ἃς αἱ τελευταῖαι αὗται θὰ ἐξυπηρετῶσι ἐπὶ ὁλοκλήρου ἢ μέρους τῶν αὐτῶν διαδρομῶν.

5. Ὅτι αἱ προσφερόμεναι ὑπηρεσίαι ὑπὸ τῆς ἢ τῶν δυνάμει τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τοῦ Παραρτήματός της ὁριζομένων Ἐναερίων Ἐπιχειρήσεων, θὰ ἔχωσι ὡς πρώτιστον σκοπὸν νὰ προσφέρωσι χωρητικότητα ἀνταποκρινομένην εἰς τὰς ἀνάγκας φορτίου μεταξὺ τῆς χώρας προσελεύσεως καὶ τῆς χώρας προορισμοῦ.

IV

Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ἡ ἢ αἱ ἐπιχειρήσεις ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἤθελον προσωρινῶς ἐμποδισθῆ, ὀγῳ δυτκολιῶν προερχομένων ἐκ τοῦ πολέμου, νὰ ἐπωφεληθοῦν ἀμέσως τῶν πλεονεκτημάτων τῶν παρεχομένων διὰ τοῦ Ἄρθρου 3 τοῦ παρόντος Παραρτήματος, ἡ κατάστασις θὰ ἐξετάζεται ἐκ νέου ὑπὸ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, εὐθὺς ὡς ἡ ἢ αἱ Ἐπιχειρήσεις τοῦ Πρώτου Συμβαλλομένου Μέρους ἤθελον εὑρεθῆ εἰς θέσιν νὰ παράσχουν προοδευτικῶς τὴν συμβολὴν των εἰς τὴν ἐκμετάλλευσιν τῶν ἐναερίων γραμμῶν.

V

Τὰ τιμολόγια θέλουσι καθορισθῆ εἰς λογικὰς τιμὰς λαμβανομένης ἰδιαιτέρως ὑπ' ὄψιν τῆς οἰκονομίας τῆς ἐκμεταλλεύσεως, τοῦ κανονικοῦ κέρδους καὶ τῶν χαρακτηριστικῶν τῶν παρουσιαζομένων παρ' ἑκάστης ὑπηρεσίας ὡς ἡ ταχύτης καὶ ἡ ἄνεσις.

Αἱ συστάσεις τῆς Ἑνώσεως Διεθνῶν Ἐναερίων Μεταφορῶν θὰ ληφθῶσιν ὑπ' ὄψιν διὰ τὸν καθορισμὸν τῶν τιμολογίων τούτων.

Ἐλλείψει συστάσεων τῆς ἐν λόγῳ Ἑνώσεως, αἱ Ἑλληνικαὶ καὶ Λουξεμβουργικαὶ Ἐπιχειρήσεις θέλουσι συνεννοηθῆ ἐπὶ τῶν τιμολογίων ἐπιβατῶν καὶ ἐμπορευμάτων τῶν ἐφαρμοσθησομένων ἐπὶ τῶν γραμμῶν των.

Αἱ συμφωνίαι αὗται νὰ ὑποβληθῶσιν εἰς ἁρμοδίας Ἀεροπορικὰς Ἀρχὰς τῶν δύο Χωρῶν πρὸς ἔγκρισιν.

Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν αἱ Ἐπιχειρήσεις δὲν δυνηθῶσι νὰ συμφωνήσωσι ἐπὶ τῶν ἐφαρμοστέων τιμολογίων, αἱ ἁρμόδιαι Ἀεροπορικαὶ Ἀρχαὶ τῶν δύο χωρῶν θὰ προσπαθήσωσι νὰ καταλήξωσι εἰς ἱκανοποιητικὴν λύσιν.

Τελεσιδίκως θέλει γίνει προσφυγὴ εἰς τὴν ἐν τῷ Ἄρθρῳ 1 τῆς Συμφωνίας προβλεπομένην διαιτησίαν.

VI

Ἀπὸ τῆς θέσεως ἐν ἰσχύι τῆς παρούσης Συμφωνίας, αἱ Ἀεροπορικαὶ Ἀρχαὶ τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ κοινοποιήσωσι ἀλλήλαις, τὸ ταχύτερον δυνατόν, τὰς πληροφορίας τὰς ἀφορώσας τὰς ἀδείας τὰς χορηγηθείσας εἰς τὴν ἢ τὰς Ἐπιχειρήσεις των τὰς ὁριζομένας διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν τῶν ἐν τῷ παρόντι Παραρτήματι ἀναφερομένων γραμμῶν. Αἱ πληροφορίαι αὗται θὰ περιλαμβάνουν κυρίως ἀντίγραφον τῶν χορηγηθεισῶν ἀδειῶν, τὰς ἐνδεχομένας τροποποιήσεις των ὡς ἐπίσης καὶ πᾶν συνημμένον ἔγγραφον.

(2)

ΝΟΜΟΣ ὑπ' ἀριθ. 2304.

Περὶ κυρώσεως τῆς Συμφωνίας μετὰ τῆς Ἰαπωνίας περὶ διακανονισμοῦ διαφορῶν ἀπορρεουσῶν ἐκ τοῦ ἄρθρου 15, παράγρ. α' τῆς Συνθήκης Εἰρήνης μετὰ τῆς Ἰαπωνίας.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀποφασίζομεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον μόνον

Κυροῦται καὶ ἔχει πλήρη καὶ νόμιμον ἰσχὺν ἡ μετὰ τῆς Ἰαπωνίας ὑπογραφεῖσα ὑπὸ τῆς Ἑλλάδος τὴν 20ὴν Ἰουνίου 1952 Συμφωνία περὶ διακανονισμοῦ διαφορῶν ἀπορρεουσῶν ἐκ τοῦ ἄρθρου 15, παράγρ. α', τῆς Συνθήκης Εἰρήνης μετὰ τῆς Ἰαπωνίας, ἧς τὸ κείμενον ἕπεται ἐν Γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ Ἑλληνικῇ μεταφράσει.

Ὁ παρὼν Νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 25 Φεβρουαρίου 1953

ΦΡΕΙΔΕΡΙΚΗ
Β.

Ο ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 7 Μαρτίου 1953

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
Δ. ΜΠΑΜΠΑΚΟΣ

ACCORD

pour le Règlement des Différends résultant de l'Application des Dispositions de l'Article 15 (a) du Traité de Paix avec le Japon.

Conformément aux dispositions de l'Article 22 du Traité de Paix avec le Japon, signé à San-Francisco le 8 septembre 1951, les Gouvernements des Puissances Alliées signataires du présent Accord et le Gouvernement Japonais, désirant établir des modes de procédure pour le règlement des différends relatifs à l'interprétation et à l'exécution des dispositions de l'Article 15 (a) du Traité, sont convenus de ce qui suit :

Article 1.

Dans tous les cas où une demande en matière de restitution de biens, de droits ou d'intérêts a été présentée conformement aux dispositions de l'Article 15 (a) du Traité de Paix, le Gouvernement Japonais informera, dans les six mois qui suivront le dépôt de la dite demande, le Gouvernement de la Puissance Alliée des mesures qui ont été prises en ce qui concerne la dite demande. Dans tous les cas où une demande de compensation a été soumise par le Gouvernement d'une Puissance Alliée au Gouvernement du Japon, conformément aux dispositions de l'Article 15 (a) du Traité et de la Loi relative à la Compensation accordée sur les Biens Alliés (Loi Japonaise No 264, 1951), le Gouvernement Japonais informera le Gouvernement de la Puissance Alliée des mesures prises en ce qui concerne la dite demande de compensation, dans les dix-huit mois qui suivront le dépôt de la demande. Si le Gouvernement d'une Puissance Alliée n'est pas satisfait des mesures prises par le Gouvernement Japonais en ce qui concerne une demande en matière de restitution de biens, de droits ou d'intérêts, ou en ce qui concerne une demande de compensation le Gouvernement de la Puissance Alliée pourra, dans les six mois qui suivront la notification par le Gouvernement Japonais des mesures que ce dernier aura prises, soumettre la dite réclamation ou demande, pour decision finale, à une commission nommée conformément aux dispositions suivantes.

Article II.

Une commission, en vue de l'application des dispositions du présent Accord, sera nommée sur demande adressée par écrit au Gouvernement Japonais par le

Gouvernement d'une Puissance Alliée et sera composée de trois membres ; un de ces membres sera nommé par le Gouvernement de la Puissance Alliée, un autre par le Gouvernement Japonais et le troisième par accord mutuel des deux Gouvernements. Chaque commission sera connue sous le nom de Commission (nom de la Puissance Alliée en cause) Japonaise des Biens.

Article III.

Le Gouvernement Japonais pourra nommer la même personne pour siéger dans deux ou plusieurs commissions ; Etant entendu, toutefois, que si, de l'avis du Gouvernenment de la Puissance Alliée, le fait pour le membre japonais de siéger dans une autre commission ou dans d'autres commissions retarde indûment les travaux de la commission, le Gouvernement Japonais, à la demande du Gouvernement de la Puissance Alliée procédera à la nomination d'un nouveau membre. Le Gouvernement de la Puissance Alliée et le Gouvernement Japonais pourront se mettre d'accord pour nommer comme troisième membre une personne siégeant comme troisième membre dans d' autres commissions ; Etant entendu, toutefois, que si, de l'avis, soit du Gouvernement de la Puissanc Alliée, soit de l'avis du Gouv rnement Japonais, le fait pour le troisième membre de siéger dans une autre commission ou dans d'autres commissions retarde indument les travaux de la commission, l'une ou l' autre des parties pourra exiger qu'un nouveau troisième membre soit nommé par accord du Gouvernement de la Puissance Alliée et du Gouvernement Japonais.

Article IV

Si le Gouvernement Japonais ou le Gouvernement de la Puissance Alliée omet de nommer un membre dans les trent jeours qui suivront la demande dont il est fait mention dans l'Article II, ou si les deux Gouvernements ne parviennent pas à se mettre d'accord sur la nomination d'un troisième membre dans les quatre-vingt-dix jours qui suivront la demande dans l'Article II, le Gouvernement qui a déjà nommé un membre dans le premier cas et, soit le Gouvernement de la Puissance Alliée, soit le Gouvernement Japonais dans le second cas, pourront demander au Président de la Cour Internationale de Justice de nommer ce membre ou ces membres. Il sera pourvu à toute vacance qui pourra se produire parmi les membres de la commission selon les dispositions prévues aux Articles II et III.

Article V.

Chaque commission créée en vertu du présent Accord déterminera sa procédure, adoptant un réglement à la justice et à l'équité.

Article VI.

Chaque Gouvernement paiera la rémunération du membre nommé par lui. Si le Gouvernement Japonais omet de nommer un membre, il paiera la rémunération du membtre nommé en son nom. La rémunération du troisième membre de chaque commission et les dépenses de chaque commission seront fixées, et supportées à parts égales, par le Gouvernement de la Puissance Alliée et pas le Gouvernement Japonais.

Article VII.

La décision de la majorité des membres de la comission sera la décision de la commission, laquelle sera acceptée comme finale et olbigatoire par le Gouvernement de la Puissance Alliée et par le Gouvernement Japonais.

Article VIII.

Le présent Accord sera ouvert à la signature du gouvernement de tout état qui est signataire du Traité de Paix. Le présent Accord entrera en vingeur entre le Gouvernement d'une Puissance Alliée et le Gouvernement Japonais à la date de sa signature par le Gouvernement de la Puissance Alliée et le Gouvernement Japonais, ou à la date de l'entrée en vigueur du Traité de Paix entre la Puissance Alliée dont le Gouvernement est signataire du présent Accord et le Japon si cette dernière date est postérieure à l'autre.

Article IX.

Le présent Accord sera déposé dans les archives du Gouvernement des Etats-unis d'Amérique, qui en fournira une copie certifiée conforme à chacun des gouvernements signataires.

En foi de Quoi les soussignés, ayant été dûment autorisés, signent le présent Accord au nom de leurs Gouvernements respectifs à la date figurant en regard de leur signature.

Fait à Washington, ce douzième jour de juin 1952, en langues anglaise, française, espagnole et japonaise, toutes faisant également foi.

(Signatures)

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

διὰ τὸν διακανονισμὸν τῶν προκυπτουσῶν ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 15 (Α) τῆς Συνθήκης Εἰρήνης μετὰ τῆς Ἰαπωνίας διαφορῶν.

Συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 22 τῆς ὑπογραφείσης ἐν Ἁγίῳ Φραγκίσκῳ, τὴν 8ην Σεπτεμβρίου 1951, Συνθήκης Εἰρήνης μετὰ τῆς Ἰαπωνίας, αἱ Κυβερνήσεις τῶν ὑπογραψασῶν τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν Συμμάχων Δυνάμεων καὶ ἡ Ἰαπωνικὴ Κυβέρνησις, ἐπιθυμοῦσαι νὰ καθορίσωσι τοὺς τρόπους διαδικασίας διὰ τὸν διακανονισμὸν τῶν σχετικῶν πρὸς τὴν ἑρμηνείαν καὶ ἐκτέλεσιν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 15 (Α) τῆς Συνθήκης διαφορῶν, συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν ἑξῆς :

Ἄρθρον 1.

Εἰς πᾶσαν περίπτωσιν καθ' ἣν ὑπεβλήθη, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 15 (Α) τῆς Συνθήκης Εἰρήνης, αἴτησις ἀφορῶσα τὴν ἀπόδοσιν περιουσιῶν, δικαιωμάτων καὶ συμφερόντων, ἡ Ἰαπωνικὴ Κυβέρνησις θὰ κοινοποιῇ, ἐντὸς ἓξ μηνῶν ἀπὸ τῆς καταθέσεως τῆς ἐν λόγῳ αἰτήσεως, εἰς τὴν Κυβέρνησιν τῆς Συμμάχου Δυνάμεως, τὰ ληφθέντα σχετικῶς μὲ τὴν ἐν λόγῳ αἴτησιν μέτρα. Εἰς πᾶσαν περίπτωσιν καθ'ἣν ὑπεβλήθη εἰς τὴν Ἰαπωνικὴν Κυβέρνησιν ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως μιᾶς τῶν Συμμάχων Δυνάμεων, αἴτησις συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 15 (Α) τῆς Συνθήκης Εἰρήνης καὶ τοῦ σχετικοῦ πρὸς τὴν χορηγηθεῖσαν ἐπὶ τῶν συμμαχικῶν περιουσιῶν ἀποζημίωσιν Νόμου (Ἰαπωνικὸς Νόμος ἀριθ. 264, 1951), ἡ Ἰαπωνικὴ Κυβέρνησις θὰ ἀνακοινοῖ εἰς τὴν Κυβέρνησιν τῆς Συμμάχου Δυνάμεως τὰ ὑπ' αὐτῆς σχετικῶς μὲ τὴν προειρημένην αἴτησιν ἀποζημιώσεως ληφθέντα μέτρα ἐντὸς 18 μηνῶν ἀπὸ τῆς καταθέσεως τῆς αἰτήσεως. Ἐὰν τὰ ὑπὸ τῆς Ἰαπωνικῆς Κυβερνήσεως ληφθέντα μέτρα σχετικῶς πρὸς τὴν ὑποβληθεῖσαν εἰς αὐτὴν αἴτησιν ἀποδόσεως περιουσιῶν, δικαιωμάτων ἢ συμφερόντων ἢ ἀναφερομένην εἰς αἴτησιν ἀποζημιώσεως, δὲν ἱκανοποιῶσι τὴν Κυβέρνησιν τῆς Συμμάχου Δυνάμεως, αὕτη θὰ δύναται ἐντὸς ἓξ μηνῶν ἀπὸ τῆς κοινοποιήσεως ὑπὸ τῆς Ἰαπωνικῆς Κυβερνήσεως τῶν ληφθέντων ὑπὸ τῆς τελευταίας ταύτης μέτρων, νὰ ὑποβάλῃ τὴν ἐν λόγῳ ἀπαίτησιν ἢ αἴτησιν πρὸς τελικὴν ἀπόφασιν εἰς ἐπιτροπὴν ὁριζομένην συμφώνως πρὸς τὰς ἑπομένας διατάξεις.

Ἄρθρον 2.

Πρὸς ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῆς παρούσης συμφωνίας θὰ ὁρισθῇ, κατόπιν ἐγγράφου αἰτήσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὴν Ἰαπωνικὴν Κυβέρνησιν ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως Συμμάχου Δυνάμεως, Ἐπιτροπὴ ἀποτελουμένη ἐκ τριῶν μελῶν : Ἓν ἐκ τῶν μελῶν τούτων θὰ ὁρισθῇ ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Συμμάχου Δυνάμεως, ἕτερον ὑπὸ τῆς Ἰαπωνικῆς Κυβερνήσεως καὶ τρίτον κοινῇ ἀποφάσει τῶν δύο Κυβερνήσεων. Ἑκάστη Ἐπιτροπὴ θὰ εἶναι γνωστὴ ὑπὸ τὸ ὄνομα (ὄνομα τῆς ἐνδιαφερομένης Συμμάχου Κυβερνήσεως) Ἰαπωνικὴ Ἐπιτροπὴ Περιουσιῶν.

Ἄρθρον 3.

Ἡ Ἰαπωνικὴ Κυβέρνησις θὰ δύναται νὰ ὁρίσῃ τὸ αὐτὸ πρόσωπον εἰς δύο ἢ πλείονας Ἐπιτροπάς : Ἐννοεῖται ἐν τούτοις ὅτι, ἐὰν κατὰ τὴν γνώμην τῆς Κυβερνήσεως τῆς Συμμάχου Δυνάμεως τὸ γεγονὸς τῆς συμμετοχῆς τοῦ Ἰαπωνικοῦ μέλους εἰς ἄλλην ἢ εἰς ἄλλας Ἐπιτροπάς, καθυστερεῖ μὴ προσηκόντως τὰς ἐργασίας τῆς Ἐπιτροπῆς, ἡ Ἰαπωνικὴ Κυβέρνησις τῇ αἰτήσει τῆς Κυβερνήσεως τῆς Συμμάχου Δυνάμεως θὰ προβῇ εἰς τὸν διορισμὸν νέου μέλους. Ἡ Κυβέρνησις τῆς Συμμάχου Δυνάμεως καὶ ἡ Ἰαπωνικὴ Κυβέρνησις δύνανται ἀπὸ συμφώνου νὰ ὁρίσωσιν ὡς τρίτον μέλος πρόσωπον συμμετέχον ὡς τρίτον μέλος εἰς ἄλλας Ἐπιτροπάς. Ἐννοεῖται ἐν τούτοις ὅτι ἐάν, κατὰ τὴν γνώμην εἴτε τῆς Συμμάχου Δυνάμεως εἴτε τῆς Ἰαπωνικῆς Κυβερνήσεως, τὸ γεγονὸς τῆς συμμετοχῆς τοῦ τρίτου μέλους καὶ εἰς ἄλλην ἢ ἄλλας Ἐπιτροπὰς καθυστερεῖ μὴ προσηκόντως τὰς ἐργασίας τῆς Ἐπιτροπῆς, ἑκάτερον τῶν συμβαλλομένων μελῶν θὰ δύναται νὰ ἀπαιτήσῃ ὅπως κοινῇ συναινέσει τῆς Κυβερνήσεως τῆς Συμμάχου Δυνάμεως καὶ τῆς Ἰαπωνικῆς Κυβερνήσεως διορισθῇ νέον τρίτον μέλος.

Ἄρθρον 4.

Ἐὰν ἡ Ἰαπωνικὴ Κυβέρνησις ἢ ἡ Κυβέρνησις τῆς Συμμάχου Δυνάμεως παραλείψῃ τὸν διορισμὸν ἑνὸς μέλους ἐντὸς 30 ἡμερῶν ἀπὸ τῆς ὑποβολῆς τῆς αἰτήσεως περὶ ἧς γίνεται μνεία ἐν τῷ ἄρθρῳ 11, ἢ ἐὰν αἱ δύο Κυβερνήσεις δὲν κατορθώσουν νὰ καταλήξουν εἰς συμφωνίαν ἐπὶ τοῦ διορισμοῦ τρίτου μέλους ἐντὸς 90 ἡμερῶν ἀπὸ τῆς ἀναφερομένης ἐν ἄρθρῳ 11 αἰτήσεως, ἡ Κυβέρνησις ἥτις ὥρισεν ἤδη μέλος εἰς τὴν πρώτην περίπτωσιν καί, εἴτε ἡ Κυβέρνησις τῆς Συμμάχου Δυνάμεως εἴτε ἡ Ἰαπωνικὴ Κυβέρνησις εἰς τὴν δευτέραν περίπτωσιν, θὰ δύνανται νὰ ζητήσωσιν ἀπὸ τὸν Πρόεδρον τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου νὰ ὁρίσῃ τὸ μέλος αὐτὸ ἢ τὰ μέλη αὐτά. Πᾶσα κενουμένη θέσις μέλους τῆς Ἐπιτροπῆς θὰ συμπληροῦται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἄρθρων ΙΙ καὶ ΙΙΙ.

Ἄρθρον 5.

Ἑκάστη Ἐπιτροπὴ δημιουργουμένη ἐπὶ τῇ βάσει τῆς παρούσης Συμφωνίας θὰ καθορίζῃ τὴν λειτουργίαν αὐτῆς, ἀποδεχομένη κανονισμὸν σύμφωνον πρὸς τὴν δικαιοσύνην καὶ τὰ νόμιμα.

Ἄρθρον 6.

Ἑκάστη Κυβέρνησις θὰ καταβάλῃ τὴν ἀποζημίωσιν τοῦ ὑπ' αὐτῆς ὁριζομένου μέλους. Ἐὰν ἡ Ἰαπωνικὴ Κυβέρνησις παραλείψῃ τὸν διορισμὸν μέλους, θὰ καταβάλῃ τὴν ἀποζημίωσιν τοῦ ἐν ὀνόματί της ὁριζομένου μέλους. Ἡ ἀμοιβὴ τοῦ τρίτου μέλους καὶ αἱ δαπάναι ἑκάστης Ἐπιτροπῆς θὰ καθορισθῶσιν ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Συμμάχου Δυνάμεως καὶ τῆς Ἰαπωνικῆς Κυβερνήσεως καὶ θὰ καταβάλλωνται κατ' ἴσα μέρη ὑπ' αὐτῶν.

Ἄρθρον 7.

Ἡ ἀπόφασις τῆς πλειοψηφίας τῶν μελῶν τῆς Ἐπιτροπῆς θὰ εἶναι ἡ ἀπόφασις τῆς Ἐπιτροπῆς, ἥτις θὰ γίνηται ἀποδεκτὴ ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Συμμάχου Δυνάμεως καὶ τῆς Ἰαπωνικῆς Κυβερνήσεως ὡς ὁριστικὴ καὶ ὑποχρεωτική.

Ἄρθρον 8.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ παραμείνῃ ἀνοικτὴ πρὸς ὑπογραφὴν ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως παντὸς ὑπογράψαντος τὴν Συνθήκην Εἰρήνης Κράτους.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως Συμμάχου Δυνάμεως καὶ τῆς Ἰαπωνικῆς Κυβερνήσεως κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς ὑπογραφῆς αὐτῆς ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Συμμάχου Δυνάμεως καὶ τῆς Ἰαπωνικῆς Κυβερνήσεως ἢ κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῆς Συνθήκης Εἰρήνης μεταξὺ τῆς Συμμάχου Δυνάμεως, ἧς ἡ Κυβέρνησις ὑπέγραψε τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν καὶ τῆς Ἰαπωνίας, ἐφ' ὅσον ἡ τελευταία αὕτη ἡμερομηνία εἶναι μεταγενεστέρα τῆς ἄλλης.

Ἄρθρον 9.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ κατατεθῇ εἰς τὰ Ἀρχεῖα τῆς Κυβερνήσεως τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς, ἥτις θὰ χορηγήσῃ ἀνὰ ἓν κεκυρωμένον ἀκριβὲς ἀντίγραφον εἰς ἑκάστην τῶν ὑπογραψασῶν αὐτὴν Κυβερνήσεων.

Εἰς πίστωσιν τῶν ἀνωτέρω οἱ ὑπογραφόμενοι δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι ὑπογράφουσι τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν ἐν ὀνόματι τῶν ἀμοιβαίων αὐτῶν Κυβερνήσεων, κατὰ τὴν ἀναγραφομένην ἐνάντι τῆς ὑπογραφῆς των ἡμερομηνίαν.

Ἐγένετο ἐν Οὐασιγκτῶνι σήμερον τὴν 12ην Ἰουνίου 1952 εἰς τὴν Ἀγγλικήν, Γαλλικήν, Ἱσπανικὴν καὶ Ἰαπωνικὴν γλῶσσαν, θεωρουμένων πασῶν ἐξ ἴσου αὐθεντικῶν.

(Ἕπονται ὑπογραφαί).

(3)

ΝΟΜΟΣ ὑπ' ἀριθ. 2305.

Περὶ προσχωρήσεως τῆς Ἑλλάδος εἰς τὴν διεθνῆ σύμβασιν Παρισίων — Βρυξελλῶν — Οὐασιγκτῶνος - Χάγης — Λονδίνου «περὶ συστάσεως Ἑνώσεως πρὸς προστασίαν τῆς βιομηχανικῆς ἰδιοκτησίας».

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀποφασίζομεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον μόνον.

Ἡ Ἑλλὰς δύναται νὰ προσχωρήσῃ εἰς τὴν διεθνῆ σύμβασιν Παρισίων — Βρυξελλῶν — Οὐασιγκτῶνος — Χάγης — Λονδίνου «περὶ συστάσεως Ἑνώσεως πρὸς προστασίαν τῆς βιομηχανικῆς ἰδιοκτησίας», τῆς κυρώσεώς της γενησομένης διὰ Διατάγματος ἐκδοθησομένου τῇ προτάσει τῶν Ὑπουργῶν Ἐξωτερικῶν καὶ Ἐμπορίου.

Διὰ τοῦ αὐτοῦ Διατάγματος κανονισθήσονται τὰ τῆς ἐκτελέσεως.

Ὁ παρὼν Νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 25 Φεβρουαρίου 1953

ΦΡΕΙΔΕΡΙΚΗ
Β.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
Σ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΕΠΙ ΤΟΥ ΕΜΠΟΡΙΟΥ
Θ. ΚΑΨΑΛΗΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 7 Μαρτίου 1953

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
Δ. ΜΠΑΜΠΑΚΟΣ

(Ἐκ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου)